

DEMANDE DE PRÊT PERSONNEL INFÉRIEUR À 1 000 EUROS

À retourner à l'IGESA – Direction des prêts et des actions sociales – Caserne Saint Joseph
 BP 190 – 20293 BASTIA CEDEX

Renseignements fournis à titre confidentiel

I - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

EMPRUNTEUR	CONJOINT, PARTENAIRE DE PACS OU CONCUBIN
NOM :
NOM de jeune fille :
Prénoms :
Date de naissance :
Lieu de naissance :
Dépt (ou Pays si né hors de France) :
Situation familiale (1) :	
<input type="checkbox"/> personne seule (célibataire, séparé(e), veuf (ve), divorcé(e))	
<input type="checkbox"/> en couple (mariage, PACS, concubinage)	
Adresse :	
.....	
Code postal :	
Commune :	
Numéro de téléphone :	
Adresse mail :	
Nombre de parts (2) :	
Catégorie professionnelle (3) :	
Catégorie d'ayant droit (4) :	
Position statutaire (5) :	
Organisme d'emploi :	
.....	
Ancienneté de services :	
Date de fin de services :	
ou limite d'âge :	
Numéro de téléphone professionnel :	
Adresse professionnelle :	
.....	
.....	

(1) Cocher la case utile.

(2) Le demandeur, son conjoint, partenaire de PACS ou concubin et l'ensemble des personnes à leur charge fiscale (1 personne = 1 part).

(3) Officier de carrière ; officier sous contrat ; sous-officier ou officier marinier de carrière : sous-officier ou officier marinier sous contrat ; militaire du rang ; personnel civil de catégorie A, B ou C ; ouvrier de l'Etat ; contractuel (de droit public ou privé).

(4) Rattaché au ministère de la défense ou personnel civil ou militaire employé par un établissement public sous tutelle du ministère de la défense.

(5) Activité, non activité. Si non activité, préciser.

II - DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (e),

- certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements mentionnés ci-dessus ;
- certifie sur l'honneur remplir les conditions exigées pour l'octroi d'un prêt personnel inférieur à 1000 euros ;
- certifie sur l'honneur ne pas être inscrit au fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers ;
- certifie sur l'honneur ne pas être interdit bancaire ;
- certifie sur l'honneur ne pas faire l'objet d'une procédure de surendettement ;

- reconnais que mes données personnelles ainsi que celles de mon co-emprunteur, recueillies sont obligatoires pour le traitement de la demande de prêt. Elles ont pour finalité principale la gestion du dossier par l'action sociale du ministère de la défense et par l'IGESA ;

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « informatique et liberté », les renseignements fournis font l'objet d'un traitement automatisé déclaré à la CNIL. L'IGESA est tenue au secret professionnel à l'égard de ces données personnelles. Je dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition des informations me concernant. Pour l'exercer, une demande écrite doit être formulée auprès de la direction des prêts et des actions sociales de l'IGESA ;

- sollicite le prêt sus indiqué d'un montant de € remboursable en mensualités avec assurance obligatoire pour moi-même ;
- souhaite souscrire une assurance facultative sur la tête de mon conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin :

Oui Non

Ledit prêt sera versé sur le compte suivant (1) :

Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé
BIC		IBAN	

Nom et adresse de la banque :

.....

Fait à....., le.....20.....
Signature

(1) Joindre un RIB (au format IBAN-BIC) du compte bancaire sur lequel le virement doit être effectué.

III - DÉCISION (2)

Au vu de la demande déposée le :

Le directeur général de l'IGESA décide :

de l'attribution d'un prêt personnel d'un montant de euros,
remboursable en mensualités.

du rejet de la demande de prêt personnel, pour le motif suivant :
.....

Date, signature et cachet

(2) En cas de rejet, 1 exemplaire doit être adressé à l'intéressé.

LISTE DES PIÈCES CONSTITUTIVES
D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE PRÊT PERSONNEL
D'UN MONTANT INFÉRIEUR À 1 000 EUROS

- Photocopie recto-verso de la carte nationale d'identité de l'emprunteur et du co-emprunteur éventuel.
- Copie des bulletins de rémunérations (emprunteur et, le cas échéant, de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin) du dernier mois.
Veiller à ce que les coordonnées bancaires soient lisibles.
- Relevé d'identité bancaire au format IBAN-BIC du compte sur lequel est versée la rémunération de l'emprunteur.
- Certificat de position administrative précisant la durée de services et celle restant à accomplir au ministère de la défense (imprimé n° 520/46).
- Copie du contrat d'engagement pour les personnels sous contrat à durée déterminée.

Attention : aucun document original ne sera retourné.

Nota. En cas de fausse déclaration ou de transmission de faux documents, le remboursement des sommes encore dues pourrait être immédiatement exigé.